

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 39 (2012)
Heft: 5

Artikel: "La religion apparaît souvent comme un sujet problématique"
Autor: Herren, Matthias / Bochsinger, Christoph
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-913016>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

« La religion apparaît souvent comme un sujet problématique »

Le théologien Christoph Bochinger ne constate aucune réaction à la sécularisation. Ce qui explique aussi pourquoi les Églises ont perdu leur rôle déterminant sur les questions relatives aux valeurs et à la conscience.

Entretien Matthias Herren



Christoph Bochinger est professeur de théologie à l'Université de Bayreuth et président du groupe de direction du programme national de recherche « Collectivités religieuses, État et société ».

« *REVUE SUISSE* » : Les Églises catholique et réformée ne cessent de perdre des fidèles depuis des années. Ont-elles mal fait leur travail ?

« CHRISTOPH BOCHINGER » : Non, on ne peut pas dire ça. On assiste plutôt à une évolution générale du paysage religieux, à un processus durable de sécularisation. Les Églises ne peuvent pas inverser cette tendance. Par ailleurs, d'autres grandes organisations voient aussi le nombre de leurs membres diminuer.

Quelles sont les raisons de ce changement ?

Les Églises ne font plus autorité sur les questions de la vie. Aujourd'hui, on peut trouver d'autres réponses dans n'importe quelle librairie. Pour une large majorité, la religion joue un rôle quasi inexistant dans la vie quotidienne. Il ne va plus de soi d'appartenir à une communauté religieuse tout au long de la vie.

Pourtant, les Églises revendiquent d'être la conscience de la société sur les questions socio-éthiques. Est-ce encore justifié ?

Il est de plus en plus clair que le rôle des Églises sur ces questions n'est plus déterminant.

Qui est donc responsable des valeurs ?

Les valeurs aussi se sont sécularisées. Bon nombre des valeurs de la démocratie moderne n'ont pas leur origine dans l'Église. Les Droits de l'homme, par exemple, sont issus des Lumières.

Malgré une diminution de leurs membres, les grandes Églises sont bien impliquées sur le plan institutionnel. Elles sont reconnues par l'État et

peuvent percevoir des impôts paroissiaux. Ce statut se justifie-t-il encore ?

Il faut reconsidérer ces règles et se demander si l'on peut élargir ces droits à d'autres communautés religieuses. Si ce n'est pas possible, ou pas souhaitable, on peut aussi restreindre les droits des grandes communautés religieuses. L'État doit veiller à ce que la religion soit un sujet traité équitablement. Ce qui signifie aussi que les athées soient respectés.

Depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001, la religion est de nouveau très présente dans la sphère publique. A-t-on sous-estimé l'influence de la religion sur la politique et la société ?

Plusieurs de nos travaux de recherche ont montré que la thèse du retour de la religion est erronée. Dans le discours public, la religion apparaît souvent comme un sujet problématique, notamment dans le contexte de l'islam. Là, le rôle de la religion est surestimé. En effet, la très grande majorité des musulmans ne sont nullement intéressés par

l'islam politique, mais veulent tout simplement vivre leur foi et ne souhaitent ni être actifs politiquement, ni supplanter l'Église.

Pourquoi ces discussions créent-elles des tensions ?

La société est de plus en plus hétérogène. L'écart entre les personnes très croyantes et les athées a tendance à se creuser. Ce qui entraîne des débats animés.

Quelle est l'évolution à venir ?

Je ne vois aucune réaction à la sécularisation et à la pluralisation, même s'il existe isolément des réactions conservatrices.

À l'échelle mondiale, la distance affichée par rapport à la religion en Suisse et en Europe est un cas particulier. Aux États-Unis, la religion est bien plus importante. Est-il possible que, comme dans d'autres domaines de la vie, cette attitude nous rattrape ?

C'est le cas dans de petits groupes juifs ou liés à certaines Églises libres. Mais dans l'ensemble, la situation est ici tout autre qu'aux États-Unis, où est profondément ancrée l'idée selon laquelle les communautés protestantes ont rendu possible la démocratie américaine. Malgré une séparation formelle de l'Église et de l'État, la religion jouit donc d'une position forte aux États-Unis. En Suisse, c'est plutôt le contraire. Le peuple et l'État ont appris dans la douleur que la religion est un sujet très complexe. On s'est affronté pendant des siècles et on a appris qu'il est préférable de ne pas mettre ce sujet au premier plan. Ceci donné, je ne vois pas de renforcement de la religion.